

Nouveau test de français

Des mesures pour aider les futurs professeurs

MARIE ALLARD
LA PRESSE

Des mesures «sont en place actuellement dans les universités pour soutenir les étudiants» qui passent le nouvel examen national de français et «pallier, si c'est le cas, les difficultés», a assuré hier le cabinet de la ministre de l'Éducation.

Tel qu'indiqué dans *Le Presse* et *LeDroit* hier, les taux d'échecs au Test de certification en français écrit pour l'enseignement (TEC-FÉE) sont élevés. Moins de 50 % des volontaires qui l'ont passé l'an dernier à l'Université Laval ont obtenu la note de passage. Or, la réussite de l'examen est obligatoire depuis cet automne pour enseigner.

«Bien sûr, il y aura pondération des résultats, a estimé Gérald Boutin, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM. Le contraire serait étonnant : on a besoin d'enseignants.»

Meilleur encadrement

L'aide aux futurs profs doit être accrue «dès leur entrée au baccalauréat», a souhaité Manon Bernard, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE). «Il faut savoir quels sont

leurs besoins et mieux les encadrer», a-t-elle indiqué.

Une suggestion que la ministre Michelle Courchesne a entendue. Elle doit «rencontrer les doyens des facultés et départements d'éducation et aura des échanges sur ce sujet avec eux» à la fin d'octobre, a précisé Kim Ledoux, son attachée de presse.

La première partie du test consiste à répondre à 60 questions portant sur «l'orthographe grammaticale et la morphologie», la syntaxe et la ponctuation, «l'orthographe lexicale» et le vocabulaire.

Dans la seconde, il faut faire une rédaction de 350 mots, évaluée selon sa clarté, sa structure, sa pertinence (40 % des points) et la maîtrise de la langue (60 %). Tous les futurs profs — pas seulement ceux qui enseigneront le français — doivent désormais réussir cet examen.

Mieux payer les profs

Pour attirer des cracks du français, revaloriser la profession enseignante est essentiel, selon Pierre St-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE). «Si on améliore les conditions de travail, le bassin de candidats s'agrandira», a-t-il souligné.

Des nouveaux bacs distribués aux résidents de la capitale

Ottawa se met au compostage



DOMINIQUE
LA HAYE
dlahaye@ledroit.com

À compter de cette semaine, les résidents d'Ottawa auront la surprise de découvrir de grands bacs verts sur leur perron. C'est que la municipalité s'apprête à passer en mode compostage.

Après avoir reçu des bacs bleus et noirs destinés au recyclage du papier, des conserves et du plastique, les résidents auront maintenant en plus un contenant vert pour y déposer leurs restes de table.

« Environ 45 % des déchets domestiques de la Ville d'Ottawa sont de nature organique. En utilisant les bacs verts et en valorisant leurs déchets, les résidents peuvent aider à transformer les déchets organiques en une ressource utile qui nourrira la terre plutôt que les sites d'enfouissement », a indiqué le conseiller municipal et président du comité d'urbanisme et d'environnement d'Ottawa, Peter Hume.

Le programme de compostage coûtera 17 millions\$ à la municipalité, l'équivalent de 68\$ par ménage annuellement.

Même si la Ville a lancé hier la première phase de distribution

de son programme de bac vert, ce n'est qu'à compter de janvier 2010 que les camions commenceront à sillonner les rues pour ramasser les déchets organiques. La collecte aura lieu une fois aux deux semaines durant la période hivernale et une fois par semaine le restant de l'année.

240 000 bacs

Dans l'intervalle, au cours des prochaines semaines, 240 000 ménages recevront un bac vert. Le contenant fabriqué par la compagnie torontoise Norseman Environmental possède une capacité de 80 litres et fait moins d'un mètre de hauteur. Il est muni d'un loquet pour décourager les animaux.

Les résidents recevront aussi une petite poubelle de couleur beige distribuée par la Ville qu'ils pourront installer, par exemple, sous l'évier de la cuisine pour y déposer au fur et à mesure les déchets de table.

Vieux épis de maïs et pelures de banane, grains de café et filtres, huiles de cuisson, pain, poisson, coquilles d'œuf et de noix, branches d'arbre, serviettes de table, litière pour chat, sont au nombre des déchets qui seront acceptés dans ces nouveaux bacs verts.

Les premières résidences à recevoir un contenant sont celles dotées d'un point de collecte individuel en bordure du trottoir, de même que les unités d'habitation de six logements ou moins. Vers le milieu de l'année prochaine, les petits immeubles possédant un point de collecte commun ou central recevront à leur tour un bac vert. Les logements multi-



ARCHIVES, LeDroit

De nouveaux bacs verts permettront aux Ottavains de disposer de leurs déchets organiques de façon à ce qu'ils profitent à la terre, plutôt que de se perdre dans les sites d'enfouissement.

ples débiteront la collecte pour leur part en 2011.

Les déchets seront déposés à la nouvelle usine de compostage construite au coût de 20 millions\$ par la compagnie hollandaise Orgaworld, située à l'angle des rues Rideau et Hawthorne dans le sud-est d'Ottawa. La compagnie a signé un contrat de 20 ans avec la municipalité.

Selon Ward Janssens de la compagnie Orgaworld, une fois le processus de compostage terminé, seuls 4 à 5% des déchets entrés à

l'usine seront ensuite dirigés vers un site d'enfouissement.

Rod Muir du Sierra Club du Canada souligne que la Ville ne fait pas preuve de leadership dans le dossier du compostage, puisque déjà huit grandes municipalités dans la province s'y sont mises.

Le conseiller Hume admet qu'Ottawa accuse un certain retard. « Ça a été incroyablement difficile pour la Ville de croire qu'elle pouvait aller de l'avant avec ce projet. Ça nous a pris pratiquement 11 ans », dit-il.

Ne manquez pas le salon de la gastronomie et du vin par excellence en Outaouais!

SAQ présente

Le rendez-vous des
saveurs

Malgré le dépôt d'une pétition de 1900 noms

L'affichage restera bilingue à Russell



JEAN-FRANÇOIS
DUGAS
jfdugas@ledroit.com

Les opposants au règlement sur l'affichage bilingue commercial extérieur de Russell ont essayé un revers hier soir.

Les quelque 1900 signataires d'une pétition demandant aux élus de rendre ledit règlement volontaire se sont butés à des élus inébranlables.

Le maire Ken Hill et les échevins Lorraine Dicaire et Donald St-Pierre ont refusé de rouvrir le dossier à la demande des citoyens. Seul ces trois élus, qui avaient voté en faveur du règlement, auraient pu entamer un tel processus.

« Pourquoi faites-vous la sourde oreille quand vous avez une pétition de plus de 1900 signatures? », a demandé Diane Énard, résidente d'Embrun et porte-parole des pétitionnaires.

À tour de rôle, les trois élus visés ont expliqué leur pensée, M^{me} Dicaire menant la charge.

« Si nous reculons, cela créerait

un précédent. Cela enverrait un mauvais message. Comme si on pouvait forcer les élus à renverser leur décision en poursuivant la municipalité. En agissant de la sorte, on perdrait toute crédibilité. Nous ne pouvons pas reculer quand des procédures légales ont été entamées. »

« Ce n'est pas nous qui avons commencé [les procédures légales]. Nous ne faisons que défendre notre règlement. »

Ken Hill

Le canton de Russell affrontera le militant anglophone Howard Galganov devant la Cour supérieure de l'Ontario, le 22 mars prochain. La municipalité a déjà dépensé près de 100 000 \$ pour

défendre son règlement, au grand dam de bien des résidents.

« Ce n'est pas nous qui avons commencé [les procédures légales]. Nous ne faisons que défendre notre règlement », a rappelé M. Hill. « La minorité ne peut pas renverser une décision. Il faut être majoritaire. C'est ça la démocratie. »

Une lutte incessante

Les adversaires n'entendent pas abandonner la lutte, a affirmé Rick Renaud, résident de Russell et porte-parole des signataires. « La bataille continue. C'est un autre obstacle que l'on doit surpasser », a-t-il affirmé au Droit sans préciser la nature des prochaines étapes.

Du même coup, M. Renaud a également confirmé que tous les signataires de la pétition habitaient la municipalité d'environ 14 000 habitants. C'est donc plus de 13 % de la population qui endosse sa cause, dit-il.

Il a aussi tenu à lancer un message à peine voilé aux élus. « Puisqu'il est maintenant public, savez-vous que ce document peut être utilisé en Cour? »



Le maire Ken Hill (à gauche) et les échevins Lorraine Dicaire (à droite) et Donald St-Pierre ont refusé de rouvrir le dossier de l'affichage bilingue, hier.



Editorial

Le maire doit-il être bilingue?



**PIERRE
JURY**
pjury@ledroit.com

Le prochain maire doit-il être bilingue? La question a souvent été entendue à Ottawa. Mais ce n'est pas d'Ottawa dont il s'agit, où les interrogations sur la place de la langue française sont monnaie courante.

Étonnamment, c'est à Montréal où le débat fait rage. Parce que la candidate Louise Harel, vient-on de réaliser dans les officines municipales, ne parle pas anglais. Oh, un peu, de quoi répondre à certaines questions. Mais certainement pas suffisamment pour tenir un débat dans la langue de Shakespeare.

Ce n'est pas un secret, car elle l'admet elle-même. «À l'évidence, je peux faire des entrevues en anglais, a affirmé M^{me} Harel. Un débat, dans un contexte antagonisé, c'est autre chose.»

Découle donc le débat sur l'à-propos du futur maire (ou de la future mairesse) d'avoir une bonne connaissance de l'anglais.

La question n'est pas qu'hypothétique. Les médias électroniques CTV, CBC et CJAD ont déjà émis le souhait de tenir des débats avec les candidats. Cela ne pose pas problème pour le maire sortant Gérald Tremblay, ni pour le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron.

Une solution mitoyenne aurait pu être acceptable: celle pour le parti de M^{me} Harel, Vision Montréal, de déléguer son lieutenant, Benoit Labonté. Évidemment que ses adversaires n'ont rien voulu entendre d'une telle solution de compromis. Cela leur permet de mettre un doute sur le dos de Louise Harel et de sa capacité à rejoindre l'électorat anglophone et tous ceux qui, peu importe leur langue d'usage, croient que la métropole devrait être dirigée par une personne capable de parler dans les deux langues officielles du pays.

L'unilinguisme fonctionnel de M^{me} Harel ne faisait pas problème du temps qu'elle siégeait comme députée à l'Assemblée nationale, ni même dans ses fonctions de ministre. Rappelons qu'elle a dirigé trois portefeuilles: Immigration et Communautés culturelles, dans le gouvernement de René Léves-

pales, sous Lucien Bouchard. La langue officielle du Québec est le français et il aurait été impensable d'exiger le bilinguisme d'une de ses principales dirigeantes: question de principe.

Mais pour Montréal, c'est différent.

D'autant plus que Louise Harel domine la course électorale, selon certains sondages. Elle pourrait fort bien l'emporter, lors de l'élection du 1^{er} novembre.

Les anglophones représentent 12,5 % de la population de Montréal. Ils souhaitent que la personne qui dirigera la ville puisse leur parler dans leur langue.

Vu de l'Ontario, ce vœu de la population anglophone est tout à fait légitime. Les Franco-Ontariens qui habitent Ottawa espèrent toujours, élection après élection, que ce sera leur cas aussi. Et, de façon générale, les maires d'Ottawa ont toujours fait un effort pour communiquer avec leurs commettants francophones.

Plusieurs personnes bilingues ont occupé le premier poste municipal. Plusieurs unilingues aussi. De rares francophones, dont le premier, Eugène Martineau, en 1872-1873, et le dernier, Marc Laviolette, par intérim en 1991. Entre eux, notons Pierre Benoit, entre 1972 et 1974, E. A. Bourque, à la fin des années 1940, Napoléon Champagne, en 1908 et 1924, et Olivier Durocher, en 1892-1893.

Mais la connaissance du français ne figure pas parmi les qualités du présent maire, Larry O'Brien. Il a remporté la course à la mairie en 2006 malgré cela et s'il devait être battu à l'élection de novembre 2010 — s'il est encore candidat —, cela ne devrait pas être en raison de cette ignorance mais pour d'autres raisons, comme sa promesse non tenue de geler les impôts fonciers à Ottawa pendant tout son mandat. Il est passé proche la première année (0,9%) et a raté la cible par la suite. Tout indique que ce sera le cas encore pour 2010.

Le bilinguisme du maire vaut son prix. Mais plus important s'avère la capacité du gouvernement municipal à offrir des services à sa minorité linguistique. La situation évolue à Ottawa — lentement selon certains — mais ne fait pas de doute à Montréal.

Que Louise Harel soit unilin-

Autos Careers Classifieds Homes

The logo for FRUGA, featuring the word "FRUGA" in a bold, red, sans-serif font on a bright yellow rectangular background.

Binge drinking serious health risk, says city's top doc

By DONNA CASEY SUN MEDIA

Last Updated: 21st September 2009, 8:45pm

The city's medical officer of health says there's a public health menace that hits the rich and the poor, the young and the old and it's not the H1N1 virus.

Excessive drinking of alcohol has become trivialized to the point where the overuse of booze is becoming normal, said Dr. Isra Levy, the head of the city's public health unit.

Levy said the devastating effects of overdrinking has been ignored to the point excessive boozing is "normalized."

"We seem to tolerate that there's a disconnect between just how much disease, injury and suffering alcohol brings to our society," said Levy.

Hazing

Levy's comments come just over a week after a high-profile rookie hazing incident involving the Carleton University Ravens women's soccer team that resulted in a two-game suspension for the team.

Levy said excessive drinking hasn't received the same attention from public health experts as smoking or communicable diseases, despite what he sees as the catastrophic effects alcohol abuse has on people's health and their families.

"It still strikes me, seeing the disconnect between the effects of alcohol compared to other health risks, and how normal alcohol has become," said Levy.

Some drinkers see a designated driver as an excuse to binge drinking and don't think of the harmful effects leading to brain development, liver disease and chronic illnesses, Levy said.

"Binge drinking among youth is a huge problem," he said, citing stats from a 2002 community health survey from the Public Health Agency of Canada that showed 60% of 15-year-old local teens said they had been "really drunk" at least once.

Like Canada's food guide, Levy said adults should follow low-risk drinking guidelines, developed by the Centre for Addiction and Mental Health. The guidelines recommend zero drinks for pregnant women, under-age teens, children and anyone who is driving. Two drinks a day is the recommended limit for adults, with a weekly total of nine for women and 14 for men.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

H1N1 vaccine stirs debate over autism link

It's important for parents to get facts, not conjecture, medical officer says

BY MEAGAN FITZPATRICK, CANWEST NEWS SERVICE SEPTEMBER 22, 2009 4:04 AM

The much-anticipated H1N1 vaccine has given new life to an ongoing debate about whether vaccinations in children can cause autism, a discussion that will likely heat up as Canada and other countries move closer to releasing the new vaccine.

From one side of the debate come assurances that vaccines are safe and there is no conclusive link to autism; from the other, warnings that there is a relationship and parents should think twice about giving shots to their children.

Canada's chief public health officer, Dr. David Butler-Jones, has repeatedly said that vaccines have a long history of being safe and effective. Weighing in on the autism debate, he noted in a recent interview with Canwest News Service that vaccines are given to children at around the same age as when neurological disorders can surface.

"You can have a close time frame," he said. "Just because something's associated in time does not mean it's causal."

Butler-Jones said he recognizes parents are searching for answers about autism's cause, but added claims that vaccines are the culprit have not been proven.

"The studies have been pretty clear and consistent that vaccination is not the cause of many of the things that have been claimed around the vaccine," he said.

The benefits of immunization far outweigh the risks, said Butler-Jones, but he understands people need to think carefully about it.

"It's important that they get the facts -- not the theory, not the conjecture, not the claims -- but the actual facts about what we know about the vaccine and the disease and I think ... virtually everybody would choose the vaccine," he said.

The theory that childhood vaccines are behind an upsurge of autism cases emerged in the 1990s and in recent years has gained high-profile advocates such as Hollywood star Jenny McCarthy, whose son was diagnosed with autism. McCarthy is among the people who believe children receive too many vaccines and that a mercury-based preservative called thimerosal used in some vaccines is harmful.

McCarthy is passionate about her cause, but she has her critics who are equally fervent on the pro-

vaccination side of the debate.

Harold Doherty, a New Brunswick parent who writes a blog about his son's experience with autism, says his opinion on the controversy lies somewhere in the middle.

"I've never said that my son's autism was caused by vaccines, or that vaccines have been proven to be a factor. I do believe that the research has not been sufficient to rule it out," said Doherty.

There will be no end to the "vaccine-autism war" unless an observational study is done comparing autism rates between vaccinated and unvaccinated populations, according to Doherty, and the H1N1 immunization program that will get under way this fall is an opportunity for such a study, he said.

Thimerosal has been removed from most of the vaccines given to children, but it is contained in flu shots, including the H1N1 vaccine.

- - -

H1N1: Are We REady? read more stories at ottawacitizen.com/flu

© Copyright (c) The Ottawa Citizen